



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle

N° 256 Septembre 2010

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE EN 2012

Une victoire de la gauche est possible en 2012. C'est ce que laissent craindre la défaite de la majorité présidentielle lors des dernières élections régionales et les différents sondages d'opinion – aussi aléatoires soient-ils. Ce serait un vrai danger pour notre pays, car l'opposition n'a pas du tout pris la mesure des enjeux auxquels la France doit faire face dans les années à venir. La position irresponsable du Parti socialiste sur la réforme des retraites est une manifestation inquiétante de cette réalité. Nous défendons, au contraire, la réforme ambitieuse proposée par le gouvernement qui seule garantira l'avenir des retraites par répartition.

Dans ce contexte, tout en répondant aux urgences du présent, il est temps pour notre famille politique de préparer dès maintenant 2012, afin de créer les conditions du succès et permettre la réélection de Nicolas Sarkozy. Nous devons le faire sereinement, avec conviction et détermination.

La première condition d'une victoire en 2012, c'est de tenir aux Français un discours de vérité : nous vivons un changement d'époque, l'enjeu central de la prochaine présidentielle est de le réussir ensemble. Demain sera un autre monde. La France doit y prendre toute sa place. La nouvelle donne mondiale remet en cause le modèle européen, qui concilie développement économique, qualité de vie et justice sociale. Face aux bouleversements de la mondialisation, de la financiarisation et des nouvelles technologies, nous avons souvent compensé notre baisse de compétitivité par une hausse des dépenses publiques. Les Français ont pu croire que c'était gratuit. En fait, c'était à crédit ! La crise économique actuelle joue le rôle d'un implacable révélateur : si nous voulons sauvegarder le mo-

dèle européen, il est indispensable de changer.

Il faut donc proposer aux Français un chemin crédible, sûr et ambitieux pour réussir ce changement. C'est la deuxième condition pour gagner les prochaines élections présidentielles et législatives. Le contrat de gouvernement devra s'articuler autour de trois mots-clés.

cela, il faut rendre le travail plus attractif. Nous devons abaisser son coût par une baisse des cotisations : le financement de la Sécurité sociale ne peut pas reposer que sur le travail, il doit être mieux partagé. Nous devons surtout transformer notre rapport au travail afin que dans les entreprises et dans le service public, on renoue avec la motivation, l'innovation, la responsabilisation de chacun...

Le courage, c'est aussi de baisser les dépenses publiques. Celles de l'Etat, bien sûr. Mais aussi celle des collectivités locales et la Sécurité sociale. L'introduction d'une contrainte constitutionnelle est d'ailleurs un moyen nécessaire pour nous contraindre collectivement à redresser les finances publiques. Nous sommes très loin de « la sueur, du sang et des larmes » promises par Churchill en pleine guerre ; les efforts indispensables exigent cependant un sens aigu de la justice afin que chacun porte sa part.

Le rassemblement est aussi un mot-clé qui doit guider notre démarche. Nous devons passer d'une société paralysée par la peur à une société de confiance. Cela rend impérative une réaffirmation claire des valeurs qui fondent la République, une République forte, protectrice et confiante. Pour notre famille politique, le rétablissement de l'ordre et de l'éducation sont des priorités afin de résorber les fissures qui fragilisent notre communauté nationale. Cela passe par une action concertée de tous les acteurs, sur le terrain, avec une volonté politique sans failles, qui doit prendre bien garde des effets d'annonce. C'est toujours l'écart entre le discours politique et la réalité qui fait monter les extrêmes. Pour une nation plus solide et plus solidaire, nous soutenons

Charles de GAULLE
9 novembre 1970 - 2010 : Il nous a quittés depuis 40 ans

**«C'est la grandeur
de la France
de ne s'arrêter
jamais,
car, pour elle,
cesser d'agir
reviendrait
à disparaître»**

J. de Gaulle

www.lemil.org
La droite civique, gaulliste et patriote

D'abord le courage. Nous devons financer notre modèle par la richesse que nous créons, et non plus par les dettes que nous contractons. L'Europe n'a pas de matières premières. Sa première richesse, c'est le capital humain ; l'intelligence et l'ardeur des femmes et des hommes de notre continent. Il faut donc travailler plus et travailler mieux.

Sortir définitivement de la logique des 35 heures est indispensable mais, pour

la création d'un service civique obligatoire. Il permettrait de confier aux nouvelles générations des missions qui les aident à prendre leur place dans la société, au service de l'intérêt général. Cet engagement fort pourrait être proposé aux Français par référendum.

Autre mot-clé : l'ouverture au monde. Notre vie politique meurt de débats franco-français où nos seules références sont celles du passé quand il faudrait aussi regarder ce qui se passe dans les autres pays du monde. La principale menace, c'est de voir l'Europe sortir du jeu et laisser son destin aux mains d'un G2 constitué des Etats-Unis et de la Chine. Si nous voulons peser face à ces deux géants, il est indispensable de faire converger les politiques françaises et allemandes. Depuis quinze ans, l'Allemagne a mené les réformes structurelles qui lui permettent aujourd'hui de sortir renforcée de la crise. La France ne pas compter uniquement sur sa consommation intérieure pour faire marcher son économie. Sans plaquer telles quelles toutes les mesures adoptées outre-Rhin, nous devons nous aussi miser sur l'exportation et de l'innovation sans lesquelles nous ne pourrions pas profiter du dynamisme de la croissance mondiale. Cela impose notamment de tout mettre en œuvre au niveau industriel, administratif et fiscal pour créer un tissu d'entreprises moyennes conquérantes.

Avec des politiques coordonnées – à l'image du projet fiscal souhaité par Nicolas Sarkozy – la France et l'Allemagne constitueront elles aussi un G2 qui nous permettra de garder la maîtrise de notre avenir. Il n'y a pas d'autre avenir en Europe que dans un pacte nouveau entre la France et l'Allemagne. Nous proposons un nouveau traité de l'Elysée entre nos deux pays.

Charles de GAULLE
22 novembre 1890 - 2010 : Il est né il y a 120 ans

**« Toute ma vie,
je me suis fait
une certaine idée
de la France.
La France
ne peut être
la France
sans la grandeur. »**

J. de Gaulle

www.lemil.org
La droite civique, gaulliste et patriote



La troisième condition pour gagner, c'est de proposer un mode de gouvernance qui permette de mener vraiment à bout les réformes nécessaires, malgré les obstacles et la peur évidente liée à tout changement.

Si l'on veut entraîner les Français dans une dynamique de réforme, on ne peut pas tout décider depuis les bureaux à Paris. Il faut que le président de la République puisse s'appuyer sur un trépied solide constitué d'un gouvernement resserré, d'une majorité parlementaire engagée et d'un parti redynamisé. Au-delà, il faut entraîner les talents les plus divers, à tous les niveaux institutionnels, dans toutes les strates de la société française. Chaque Français compte et peut apporter. La préparation de 2012 nécessite un travail collectif. Tous doivent être associés à la réflexion : les parlementaires, les partis, les clubs politiques, les think-tanks... Notre famille politique n'a rien à craindre du débat politique ; c'est au contraire d'un manque d'audace que meurent souvent les majorités. Pour notre part, nous allons participer activement à la campagne en défendant nos propositions et en pesant de tout notre poids au service du président de la République.

Texte signé par :

François Baroin, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'Etat,

Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale,

Christian Jacob, député UMP de la 4^e circonscription de Seine-et-Marne,

Bruno Le Maire, ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche.

Repris du Figaro du 4 et 5 septembre 2010

Communiqué de presse du 7 juillet 2010 :

TRÈS PETITES ENTREPRISES, NON À LA POLITISATION SYNDICALE

Le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** dénonce les projets de mise en place de commissions paritaires dans les entreprises de moins de dix salariés qui suivront l'application des conventions et accords collectifs. Il s'agit, en fait, de la mise en place d'agents de surveillance et de perturbation dans la main des syndicats au sein des très petites entreprises (TPE).

La gauche au pouvoir n'a jamais osé lancer une telle réforme contraire à la liberté d'entreprendre et pouvant créer de nouvelles lourdeurs de gestion de ces entreprises.

On ne comprendrait pas que la droite ne s'interdise pas de faire plaisir aux syndicats en recherche de nouveaux terrains de lutte, de nouveaux adhérents et de nouveaux pouvoirs dans les entreprises.

Le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** annonce le lancement d'une campagne militante sur le thème : « TPE, non à la politisation syndicale ».

T très
P petites
E entreprises

NON
à la
POLITISATION
SYNDICALE

† MIL † **www.lemil.org** † MIL †
La droite civique, gaulliste et patriote

« L'HONNEUR DES POLITIQUES, C'EST DE MONTRER L'EXEMPLE »

Interview de Michèle ALLIOT-MARIE, ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés, publiée dans *Valeurs Actuelles* du jeudi 9/9/2010

Valeurs Actuelles : Alors que le Parlement entame l'examen d'une réforme décisive – celle des retraites –, le ministre chargé du dossier est l'objet d'attaques répétées, assorties de révélations dont la justice dira ce qu'elles valent... Cette situation peut-elle durer longtemps sans dommage pour l'autorité du gouvernement, déjà mise à l'épreuve par l'annonce du prochain remaniement ?

Ne confondons pas l'essentiel avec l'agitation. L'agitation ambiante, je ne la néglige évidemment pas, mais que pèse-t-elle face aux vrais enjeux du moment pour la France et les Français ?

Ces enjeux, quels sont-ils ? D'abord la complexité de la situation internationale qui montre que nous ne sommes pas complètement sortis de la crise, même si l'action menée depuis 2007, et les décisions prises pour enrayer les effets de la crise chez nous, ont permis à notre pays de s'en sortir mieux que la plupart de nos voisins.

Le ralentissement de la croissance américaine, la confirmation du dynamisme économique chinois nous rappellent de plus que la France, que l'Europe en général, sont exposées aux conséquences économiques et sociales de la crise mais aussi de la modification des grands équilibres internationaux, avec ce que cela implique pour l'avenir de la France et des Français. C'est la préoccupation prioritaire de Nicolas Sarkozy depuis 2007 ; il aura l'occasion de démontrer une fois de plus son implication dans le dossier lorsque la France présidera, dans les prochaines semaines, le G8 et le G20. Dans le même temps, les problématiques liées au terrorisme apparaissent, qu'il s'agisse de l'engagement occidental en Afghanistan pour empêcher Al-Qaïda d'en refaire sa base opérationnelle, des conséquences multiformes du conflit israélo-palestinien, ou de la montée des zones grises dans toute l'Afrique... Il serait suicidaire de baisser la garde.

En France même, comment passer sous silence nos problèmes structurels ? Déséquilibre démographique avec pour première question la pérennité du financement des retraites que la réforme en cours doit permettre de régler ; fragilité de notre tissu industriel dont dépend l'emploi même si les bons résultats de ces derniers mois confortent l'action menée, mais aussi compétitivité insuffisante de nos entreprises, attestée par le déficit de notre commerce extérieur ; urgence, aussi, de faire reculer notre déficit

budgétaire pour retrouver de vraies marges de manœuvre...

Sans parler de ce qui me préoccupe chaque jour en tant que garde des Sceaux, à savoir les menaces qui pèsent sur l'autorité de l'État et sur notre cohésion nationale. Ce dernier point est fondamental : comment vivre ensemble sans règles communes, compréhensibles, reconnues par tous, appliquées par une justice respectée, proche des citoyens ?

Si l'on veut débattre de l'avenir de la France et des Français, les sujets ne manquent pas... Et l'on voudrait réduire l'enjeu de la rentrée aux attaques contre un ministre ?

VA : Au-delà des tactiques politiciennes classiques, inséparables de l'agitation que vous dénoncez, le résultat est là : le gouvernement serait plus à l'aise pour régler la question des retraites sans l'affaire Woerth...



À l'origine des attaques répétées contre Éric Woerth, il y a une volonté évidente de diversion. Les études d'opinion, mais aussi et surtout ce qui remonte du terrain, démontrent que les Français sont conscients de la nécessité de sauver le financement des retraites. Faute d'être capable d'argumenter de façon convaincante contre notre réforme, la gauche s'en prend à celui qui la porte, fait du harcèlement, en espérant un report du texte.

On instrumentalise la justice pour éviter de parler du fond, parce que sur le fond, la gauche sait bien qu'il n'y a pas d'alternative.

Avons-nous entendu la moindre proposition lors de l'université d'été du PS ? Rien. Pas un mot. Leur seul message était : « Voyez comme nous sommes unis ». Mais unis sur quoi ? Faute d'idées communes, sur une absence totale de programme...

VA : Vous admettez que la justice, dans l'affaire Bettencourt, n'a guère besoin d'être instrumentalisée pour se donner en spectacle... Que pense le garde des Sceaux de l'affrontement entre le procureur Courroye et le juge Prévost-Desprez, certains accusant le premier de freiner des quatre fers, d'autres reprochant à la seconde d'agir en dehors de sa saisine ?

Laissons donc la justice travailler sereinement. C'est son honneur, quelles que soient les inévitables péripéties d'un dossier médiatique... On ne peut en appeler sans cesse à une justice plus indépendante, et attendre de la Chancellerie qu'elle intervienne dans une procédure. Comme tout dossier, politique ou pas, majeur ou pas, celui-ci met en présence des parties. L'une d'elles a-t-elle officiellement demandé le dessaisissement d'un magistrat, comme les procédures en prévoient la possibilité ? Non. Cela viendra peut-être, mais ce n'est pas le cas.

VA : Autre question liée à l'administration de la Justice : comment expliquer aux Français qu'un juge puisse remettre en liberté conditionnelle, comme cela vient de se passer s'agissant d'un des braqueurs présumés du casino d'Uriage, un multirécidiviste en fuite ayant tiré sur des policiers ?

Le ministre de la Justice ne saurait se substituer au libre arbitre d'un juge. En temps que garde des Sceaux, je suis garante de l'indépendance de la justice.

Pour autant, il ne vous a pas échappé que j'ai immédiatement fait faire appel de cette décision. J'étais dans mon rôle en usant des voies légales de recours, mais ne comptez pas sur moi pour commenter la décision de ce juge ni aucune autre.

Mon rôle de ministre de la Justice, c'est de fixer le cadre général de la politique pénale. Par exemple, j'ai demandé aux procureurs généraux et procureurs d'Île-de-France, que j'ai réunis le 2 septembre,

d'avoir pour des faits semblables une réponse pénale et un traitement judiciaire cohérents et efficaces sur l'ensemble de la région.

Il ne s'agit pas d'unifier autoritairement les sanctions en niant les circonstances particulières de chaque affaire : il s'agit d'élaborer un référentiel commun permettant une harmonisation des traitements des délits similaires tant au niveau du choix de la procédure de poursuite que du type de réponses pénales.

Un cambriolage dans des circonstances identiques doit faire l'objet d'un traitement similaire, que l'on soit d'un côté ou de l'autre du périmètre.

VA : *S'agissant de la politique sécuritaire du gouvernement, la gauche n'a pas été la seule à la contester. Au sein même du gouvernement, certains ont pris quelques distances. Le fait, pour le président de la République, d'annoncer à l'avance le prochain remaniement n'a-t-il pas contribué à libérer la parole de certains ministres, dépourvus d'illusions sur leur reconduction ?*

En annonçant à l'avance qu'il remanierait son équipe, le président a coupé court aux perpétuelles rumeurs sur un remaniement imminent – rumeurs qui ne sont jamais propices à un travail gouvernemental serein. Il a dédramatisé une échéance qui a sa logique à mi-mandat et après une étape aussi importante et difficile que celle de la réforme des retraites.

VA : *Les états d'âme qui se sont manifestés viennent de gens issus de l'ouverture. En tirez-vous une conclusion ?*

Si vous suggérez que l'ouverture a été une erreur en soi, ce n'est pas mon avis.

Proposer à des gens qui ont été vos adversaires, mais approuvent vos objectifs, de participer à l'action gouvernementale me semble une démarche fondamentalement saine. Elle traduit la volonté de rassembler les Français, d'atténuer la violence des affrontements idéologiques dans notre société. Que des états d'âmes existent, c'est humain. Ce que je regrette, c'est qu'on les étale dans la presse. Quand on est au gouvernement, on doit montrer qu'on est solide et solidaire, on doit rassurer. Surtout dans le monde actuel, qui crée tant d'angoisses et d'incertitudes. Je pense profondément que l'honneur des politiques consiste à montrer l'exemple, à prendre sur soi si nécessaire, à partir si cela paraît impossible. C'est vraiment pour moi une question de principe, pas une question d'origine partisane. À droite comme à gauche, il y a des gens qui savent donner confiance en se concentrant sur l'essentiel... et d'autres moins.

VA : *Et sur le fond ?*

Je pense que les réserves qui se sont exprimées tiennent moins au discours très équilibré du président de la République qu'aux interprétations qu'on en a donné. Qu'a dit le président à Grenoble ? Que la République française est accueillante pour chacun, quels que soient son origine, sa nationalité et même son mode de vie. Mais à la condition non négociable de respecter ses lois et ses principes. S'agissant des Roms, le discours rappelle l'équilibre entre droits et devoirs. À eux de respecter le droit de propriété, faute de quoi ils seront délogés des terrains occupés illégalement. À eux de respecter la législation sur le droit au séjour : s'ils sont en situation irrégulière, ils devront partir. Parallèlement, les communes sont tenues d'appliquer la loi qui impose de mettre à disposition des gens du voyage un terrain, sinon elles sont elles aussi dans l'illégalité. Qui peut de bonne foi être choqué

par le principe du respect des lois en vigueur ? Malheureusement, certains, à gauche, ont cru bon de caricaturer, quelques-uns ont voulu déborder du cadre...

VA : *C'est un fait que de la Défense à la Justice en passant par l'Intérieur, vous avez occupé les plus hautes fonctions régaliennes sans jamais vous départir de la ligne de conduite que vous décrivez : un ministre est là pour travailler, pas pour se faire remarquer en se désolidarisant. N'est-ce pas le portrait en creux d'un futur chef d'équipe, autrement dit d'un premier ministre ?*

C'est d'abord le portrait de ce que doit être, à mon sens, tout ministre ! Je l'ai dit et je le répète : un ministre respectueux de l'État a un devoir : celui de travailler pour renforcer le pays dans la compétition internationale, pour améliorer la vie de nos concitoyens, pour préparer le futur. Il doit agir pour le long terme, comme s'il était là pour dix ans. Et en même temps, il doit savoir que, du jour au lendemain, il peut ne plus faire partie du gouvernement ou être appelé à d'autres fonctions. Faire campagne pour un poste ministériel ou, a fortiori, pour Matignon, c'est méconnaître les institutions. Seul le président a le pouvoir de décider.

VA : *Vous dites aussi que si Matignon ne se demande pas, cela ne se refuse pas non plus...*

Cela va de soi. Faire de la politique à un certain niveau de responsabilité exige autant de disponibilité que d'humilité. Reconnaître, en somme, que certaines choses dépendent de vous, et d'autres pas... Comme dans la vie, non ?

Propos recueillis par **Éric Branca, François d'Orcival et Josée Pochat**

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 €
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur, jeune (-25a) : 15 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
 Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE